

Accords fiscaux—Loi

électorale. Je ne comprends pas pourquoi les députés de l'Opposition viennent dire qu'on ne tient pas nos promesses électorales, puisqu'on a dit, monsieur le Président, en 1984: Nous réduirons le déficit laissé par les libéraux. Nous ferons une saine gestion des deniers publics. On voit les députés de l'Opposition se scandaliser d'un montant d'à peu près \$820,000, mettons un million de dollars. Ils sont scandalisés pour un million et ils tentent de faire oublier à la population canadienne qu'ils sont responsables de 200 milliards.

Monsieur le Président, ce qu'ils font, c'est rire de la population canadienne. C'est rire du contribuable. C'est rire des plus démunis. Quand on entend le député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) ou la députée d'Outremont (M^{me} Pépin), puisqu'elle nous a fait un discours tout à l'heure sur le projet de loi C-96, parler de ce gouvernement qui ne donne pas de chance aux femmes, de ce gouvernement qui est dur pour les personnes âgées, d'un gouvernement qui est impitoyable envers notre jeunesse. Monsieur le Président, quand on regarde le bilan économique de l'ancien gouvernement, on se rend compte facilement qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent. Parce que s'ils étaient au pouvoir, il y aurait eu 39 milliards de dollars de déficit. On serait rendus à plus de 230 à 240 milliards de dollars, et une chose est certaine, monsieur le Président, ils n'auraient pas changé les problèmes. Parce que nous, lorsqu'on est arrivés au pouvoir en 1984, on a dit qu'on redresserait la situation économique, qu'on redonnerait aux Canadiens le goût de vivre et qu'on respecterait chacune des 10 provinces, incluant les gouvernements dûment élus à l'intérieur de chacune d'elles. Et c'est ce qu'on a fait, monsieur le Président, depuis le 4 septembre 1984. On a eu six rencontres avec les ministres des Finances au sujet des transferts de paiements. On a eu des rencontres constitutionnelles. Il y a une ouverture d'esprit avec la province de Québec en ce qui a trait au rapatriement de la Constitution et de l'adhésion du Québec au sein de la Constitution canadienne. On a discuté avec chaque province lorsque c'était le moment de faire nos paiements de transferts, lorsque c'était le moment de regarder où on s'en allait. On a parlé avec les provinces à propos du libre-échange. Pourtant, monsieur le Président, les libéraux et les néo-démocrates ne peuvent pas comprendre cela. Ils ne peuvent pas le comprendre parce qu'ils ne se sont jamais arrêtés à consulter les provinces canadiennes, à respecter les Canadiens, c'est-à-dire ceux qui les avaient élus.

● (2000)

Et aujourd'hui, parce qu'ils sont dans l'Opposition, parce qu'ils méritent justement ce pourquoi ils avaient travaillé, aujourd'hui, monsieur le Président, ils vont venir nous dire que les Canadiens vont oublier dans cinq minutes ou dans l'espace de quatre ans tout le mal économique qu'on leur a fait endurer. Non, monsieur le Président. Cela ce n'est pas possible et on sera là pour leur rappeler dans deux ans ou dans deux ans et demi et soyez assuré, monsieur le Président, qu'on fera un travail propre et équitable et lorsque les Canadiens et les Canadiennes auront à trancher sur les performances économiques qu'a faites notre gouvernement, sur les quatre années de pouvoir qui nous auront permis de redresser la situation économique, qui nous auront permis de remettre sur le marché du travail des centaines de milliers de Canadiens, qui nous auront permis de reprendre, face à la situation internationale, la place

qui nous revient de droit, qui nous auront permis de nous faire reconnaître comme un pays économiquement fort, un pays accueillant, un pays ouvert à l'avenir, parce qu'on aura laissé à notre jeunesse canadienne quelque chose de bien pour les années à venir, parce qu'on aura regardé au niveau des programmes sociaux, au niveau des programmes de la santé, parce qu'on aura donné l'équité aux provinces, parce qu'on aura négocié avec chacune d'elles ce qui est le mieux pour elles et non ce que, nous, nous pensons qui est le mieux pour elles.

Alors, monsieur le Président, les Canadiens seront en mesure de juger sur les faits accomplis et non sur les promesses comme savaient si bien le faire les libéraux; les Canadiens sauront à ce moment-là juger du travail impeccable que nous aurons fait et en fin de compte, monsieur le Président, ils sauront dire jusqu'à quel point le gouvernement progressiste conservateur aura travaillé à construire un Canada fort, un Canada juste, un Canada équitable.

Et c'est pourquoi, monsieur le Président, lorsqu'on regarde le tout, lorsqu'on regarde pourquoi il faut aller de l'avant avec un projet de loi comme le projet de loi C-96, c'est pour faire comprendre à la population canadienne et surtout parce que la population canadienne, elle, comprend assez bien. Le problème en cette Chambre ce sont les deux partis de l'Opposition, ce sont eux qui ont de la difficulté à comprendre. Ils ont de la difficulté à comprendre, monsieur le Président, qu'on n'est pas ici pour perdre notre temps comme ils faisaient dans le temps qu'ils étaient au pouvoir. Nous sommes ici, monsieur le Président, pour remettre le Canada au travail et c'est pourquoi nous devons approuver un projet de loi comme C-96 et c'est pourquoi je me suis levé une deuxième fois sur ce projet de loi pour approuver, pour appuyer la ministre d'État (Finances) (M^{me} McDougall), appuyer le ministre des Finances (M. Wilson) et dire à la population canadienne que, contrairement à ce qui disent les libéraux et contrairement à ce que disent les néo-démocrates, le gouvernement fédéral ne coupe pas au niveau du transfert des paiements, mais donne une augmentation rationnelle, une augmentation en fonction de ces moyens, en fonction de sa capacité à payer et c'est ce qui fait la différence entre un gouvernement responsable et un gouvernement irresponsable comme l'étaient les libéraux.

Le président suppléant (M. Charest): Question ou commentaire. La parole est à l'honorable députée d'Outremont (M^{me} Pépin).

Mme Pépin: Monsieur le Président, j'entendais mon collègue mentionner que la population du Canada reconnaîtrait que le gouvernement conservateur est équitable et a redressé la situation économique. Je voudrais lui poser une question. Lorsqu'on regarde le dernier Budget, la façon dont les taxes ont été distribuées, j'ai l'impression qu'au point de vue équité les gens à faible revenu ont été beaucoup plus taxés que ceux qui ont des revenus importants. Les taxes ont été augmentées de 23 p. 100 pour les gens qui font de \$15,000 à \$20,000 et de 1 p. 100 pour les gens qui font de \$100,000 à \$200,000. Est-ce cela l'équité dont mon collègue, le conservateur, parlait tantôt?

Est-ce que c'est cela à ce moment-là que les gens vont se rappeler? Parce que si on regarde le Budget, actuellement ce sont les gens à plus faible revenu qui ont été taxés, le prix des